



INFO AVIATION

SPECIAL EUROPE

n° 127 / juin 2013

SES2+ : après le mouvement européen du 12 juin les syndicats d'ETF poursuivent leur action

Les syndicats européens de l'ETF (dont FO) se sont réunis à Bruxelles les 18 et 19 juin après la diffusion du projet de directive SES2+ et la journée de mobilisation européenne.

Rappel sur le projet de règlement ciel unique SES2+

Ce règlement, s'il était adopté en l'état, fusionnerait les règlements actuels en un seul avec des modifications et des ajouts particulièrement libéraux. Il prévoit :

- **l'externalisation des services** CNS, MET, AIM, formation et supports. La C.E. veut une séparation totale entre les services ATS et les services supports, même en termes de revenus. Les services supports étant définis comme tout service hors ATS. Ces services seraient mis en concurrence selon les principes du marché d'ici 2020,
- **l'apparition de la notion de services centralisés** (voir en dessous),
- **des mesures correctives** (avec sanctions financières) imposées aux Etats, si les objectifs ne sont pas atteints,
- **la création de l'EAA** (European Aviation Agency) qui serait une "super" EASA. Cette entité veut prendre la main sur la certification des ANSP, les licences des personnels, l'exécution des plans de performance, les autorités de surveillances (NSA),
- **la coopération entre NSA** : chaque NSA devrait devenir totalement indépendante d'ici 2020; ce qui signifie une indépendance vis à vis de l'ANSP mais aussi de l'Etat et de son financement,
- **les FAB** : la C.E. veut désormais qu'ils soient plus flexibles et permet à un prestataire de service de faire partie de plusieurs FAB,
- **l'Office de Surveillance des Performances (PRB)** doit devenir totalement indépendant (en théorie seulement, puisque le Chef de cette entité est payé par la C.E...) pour mieux astreindre les Etats.

Il semblerait que plusieurs Etats européens s'opposent à ce paquet SES2+ et veulent récupérer un peu de souveraineté. Ce qui va dans le bon sens.

Journée d'Action du 12 juin 2013

La journée d'action avait pour objectif de faire pression sur la CE et faire connaître le problème aux Parlementaires et aux gouvernements européens. Ce fut une réussite, partout en Europe et en particulier en France. Les syndicats d'ETF vont continuer à se concentrer sur les Etats. Leur appui est déterminant face à la C.E. pour stopper le paquet SES2+.

Globalement, la Presse a bien relayé l'information, quantitativement et qualitativement, notamment dans des pays peu habitués à ce genre d'action. Les médias ont bien compris que c'était une action européenne. Le 11 juin a été vu comme une grève uniquement française. Le 12 a bien été perçu comme une grève européenne. Les actions dans les autres pays ont été conformes à ce qui avait été prévu. Cette semaine un nouveau communiqué d'ETF précisera notre position sur le SES2+.



Et après ?

L'objectif maintenant est de maintenir la pression sur le Conseil européen (ministres des transports). La majorité des membres d'ETF n'a pas souhaité réitérer une action pendant l'été. Ce serait contre-productif. Après les vacances, chaque membre ETF va demander à son gouvernement respectif de se positionner contre le SES2+ comme l'ont fait la France et l'Allemagne. Une coordination ETF pour cette action auprès des gouvernements va être mise en place, comme pour la journée d'action, afin d'être efficace.

De nouvelles formes d'action (liste non exhaustive) sont prévues : possibilité d'une manif mi octobre (le 14) devant le Parlement à Bruxelles (manif de deux heures avec medias), d'une manif devant le Conseil et d'organiser une autre journée d'action à la fin de l'année (fin novembre, début décembre). On saura à ce moment la position de chaque pays sur le SES2+. Il faudra donner encore plus de visibilité au mouvement. Il sera demandé aux autres pays que la France de s'impliquer davantage (ex Belgique). ETF doit occuper le terrain.

Calendrier du SES2+

Le processus législatif de première lecture commence : le texte va maintenant au Parlement européen pour être étudié au sein de la commission transports (TRAN) qui doit nommer un député Rapporteur. La première réunion est prévue le 14 octobre. Le rapport doit être voté par cette commission. Puis, cette 1ère version du rapport ira en séance plénière au P.E. pour vote. Ensuite le rapport sera discuté au sein du Conseil des transports (ministres européens). Le conseil prendra position par majorité qualifiée.

C'est à ce stade que les Etats peuvent bloquer ou négocier le texte. Dans ce cas, le texte ira en deuxième lecture (après 2 ou 3 mois). Même procédure.

Mais le Conseil peut aussi décider de bloquer au stade de première lecture.

S'il y a encore blocage du conseil (après deuxième lecture), un système de conciliation est mis en place. La CE veut que tout cela soit fini avant avril 2014 (avant les élections). Il est probable que certains pays traînent un peu les pieds. Il faut les y encourager, pour passer le SES2+ à la trappe.

Services centralisés

Eurocontrol se cherche un nouveau rôle dans la construction du SES. L'Agence propose de s'occuper de l'élaboration de services centralisés, c'est-à-dire :

- centraliser la demande du service,
- le rendre compétitif,
- trouver un opérateur privé (principe de marché) pour fournir le service concerné.

Dix services sont programmés. La difficulté est que tout le monde est d'accord avec ce concept (même les ANSP). Le but serait de réduire les coûts et d'éviter les situations de monopoles.

Pourtant, le concept reste très flou. Mais il est parallèle au SES2+, et donc, peut être appliqué par les Etats qui le désirent ...

Culture non punitive (Just culture)

Un rapport récent a limité la notion de protection du rapporteur d'un événement uniquement du point de vue administratif mais plus du point de vue pénal. C'est une mauvaise nouvelle, car elle ouvre la porte à tous les abus pour trouver un bouc émissaire.

ETF travaille également sur l'utilisation de terme comme la notion de "négligence majeure" et entend être reçu par la commission TRAN pour amendements.

Prochaines réunions :

4 juillet : Performance Review Body workshop pour RP2
15 et 16 octobre: ETM plenary (10 am le 16 à 13 pm le 16)
26 novembre : ATM meeting (SC ou plenary à voir)

25 and 26 septembre : health and safety meeting
17 octobre : ATM social dialogue
27 novembre : Civil aviation section of the ETF in Prague (à priori)

Vous souhaitez défendre l'avenir des services et des personnels de la DGAC ?

REJOIGNEZ FO ! www.fodgac.fr/fr/adhesion/

**Des renseignements? Contactez vos délégués aux questions européennes :
Michel Lenoir, Laurent Notebaert, Guilhem Magoutier (Amelia)**

